

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Etabli en application du Code de la Commande Publique

Procédure dématérialisée

[https://www.marches-
publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr)

**ACQUISITION D'UN MICROSCOPE ELECTRONIQUE A
BALAYAGE (MEB) EQUIPÉ D'UNE SONDE EDX
MP 2025 12**

Date et heure limites de réception des offres :

05 juin 2025 12h00

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES
24 BOULEVARD DE LA VICTOIRE
67084 STRASBOURG CEDEX
Tél : 03 69 32 20 02

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	3
2 - Conditions de la consultation.....	3
2.1 - Délai de validité des offres.....	3
2.2 - Forme juridique du groupement.....	3
2.3 - Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires	4
3 - Conditions relatives au contrat	4
3.1 - Délai de livraison	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
4 - Contenu du dossier de consultation.....	4
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	5
5.1 - Documents à produire.....	5
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
6.1 - Transmission électronique	7
6.2 - Transmission sous support papier	8
7 - Examen des candidatures et des offres	8
7.1 - Sélection des candidatures	8
7.2 - Attribution	9
7.3 - Suite à donner à la consultation	9
8 - Renseignements complémentaires.....	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	10
8.2 - Procédures de recours	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service d'un microscope électronique à balayage pour le compte de la plateforme d'enseignement et de recherche des sciences des matériaux et d'ingénierie des surfaces (PF_SMIS).

L'ensemble des prestations attendues est décrit dans le cadre du CCTP.

Lieu d'exécution :
INSA Strasbourg
24 Boulevard de la Victoire
67084 STRASBOURG Cedex

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions de l'article L.2123-1 du Code de la Commande publique.

1.3 - Type de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lot ni en tranches.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
38511100	MICROSCOPE ÉLECTRONIQUE À BALAYAGE

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Description
MC.02	MICROSCOPIE ELECTRONIQUE ET IONIQUE : SERVICES D'ANALYSE

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires

Conformément aux dispositions de l'article R. 2151-8 du Code de la commande publique, le présent marché comprend des prestations supplémentaires éventuelles obligatoires. Le candidat devra obligatoirement chiffrer ces options dans son offre

Les options obligatoires sont les suivantes :

N°	Désignation	Description technique	Délai d'exécution	Remarques
1	Cellule de traction-compression	Dispositif pour essais mécaniques in-situ sous MEB : traction/compression, capteur 5-10 kN, course > 10 mm, logiciel de pilotage/acquisition. Fournir : vitesse de déplacement, précision/résolution capteurs, dimensions du système et des échantillons.	À la livraison du MEB	Doit être compatible avec le MEB fourni
2	Logiciel de traitement avancé	Logiciel de visualisation et post-traitement d'images, installation sur plusieurs postes, mises à jour incluses pendant 3 ans sans surcoût.	À l'installation du MEB	Inclure droits d'utilisation multisupport
3	Contrat de maintenance post-garantie	Contrat de maintenance préventive et curative du MEB, à démarrer à l'issue de la période de garantie. Doit couvrir vérifications périodiques, interventions, pièces éventuelles.	Dès fin de garantie	Durée à préciser

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Délai de livraison

Le microscope électronique à balayage devra être livré et installé à l'INSA Strasbourg avant le **01/09/2025**

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont celles du CCAG-FCS.

Les prestations seront financées sur le budget de l'établissement et les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement établies conformément au présent contrat.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), auquel l'accord-cadre se réfère, n'est pas produit dans le dossier de consultation. S'agissant d'une norme réglementaire, le candidat est censé parfaitement connaître ledit CCAG.

Le DCE est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence 2025 12.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

IMPORTANT : Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les documents de la consultation y sont dorénavant librement accessibles, sans identification obligatoire des opérateurs économiques. Néanmoins, il vous est fortement conseillé de procéder à votre identification car celle-ci vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

A noter que pour une meilleure lisibilité de la proposition, l'INSA souhaite que les pièces relevant de l'offre soient clairement séparées de celles relevant de la candidature, par tout moyen qui permettra de les distinguer formellement.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature et celles relevant de l'offre listées ci-après :

PIECES DE LA CANDIDATURE telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Libellés
Le formulaire DC1 (Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants) <u>dans sa dernière version disponible, dûment renseigné</u>
Le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), <u>dans sa dernière version disponible, dûment renseigné et complété des informations nécessaires à l'appréciation des conditions de participation suivantes :</u>
<ul style="list-style-type: none">- la capacité économique et financière des candidats- les capacités techniques et professionnelles des candidats.

Conformément aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique, les renseignements ou documents demandés en tant que moyens de preuve sont les suivants :

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise (renseignements à mentionner à la rubrique F du DC2 ou partie IV.B du DUME) :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (<i>partie IV.B.1.a du DUME</i>) et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, (<i>partie IV.B.2.a du DUME</i>), portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (<i>partie IV.B.5 du DUME</i>)

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat (<i>partie IV.C.1.b du DUME</i>)

Si l'on constate que des pièces ou informations demandées sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

IMPORTANT :

Le candidat **est invité à utiliser les formulaires DC1/DC2** pour présenter sa candidature. La nouvelle version (issue de la nouvelle réglementation applicable) des documents DC1 et DC2 et leur notice explicative sont disponibles gratuitement sur le portail de l'économie, des finances et du commerce extérieur, sous le lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>. Il est à noter que **c'est la dernière version disponible des documents** qui doit être utilisée.

Le candidat est néanmoins libre de présenter sa candidature sous une autre forme. Il peut notamment utiliser le **Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français** pour présenter sa candidature. Le cas échéant, il devra apporter l'ensemble des éléments visés aux articles 44 et 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et aux articles auxquels ils renvoient, y compris les renseignements ou documents listés ci-dessus.

Pour justifier des capacités techniques et professionnelles ainsi que des capacités économiques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes renseignements ou documents concernant cet/ces opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet/ces opérateur(s) économique(s) pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de/des opérateur(s) économique(s).

De ce fait, en cas de candidature groupée notamment, le DC2 ou le DUME sont à produire par chacun des membres du groupement. Par contre, le DC1 ne sera fourni qu'en un seul exemplaire.

PIECES DE L'OFFRE

Libellés
L'acte d'engagement (AE) A COMPLETER
Une annexe financière (document à fournir par le candidat) afin qu'apparaisse le détail de l'offre financière

Une présentation technique d'un microscope électronique à balayage (document à fournir par le candidat)

Le candidat devra remettre une annexe financière afin qu'apparaisse le détail de l'offre.

L'offre de base devra prévoir : le conditionnement pour le transport, le transport et la livraison, l'installation sur site, la formation pour 3 personnes minimum sur le site de l'INSA.

LA DESCRIPTION TECHNIQUE PERMETTRA DE JUGER LES OFFRES EN FONCTION DES CRITERES D'ATTRIBUTION INDiques A L'ARTICLE 7.2 DU PRESENT REGLEMENT DE CONSULTATION.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

6.1.1 - Transmission des plis

En application des dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur IMPOSE la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation et aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur (PLACE, Plateforme des Achats de l'Etat), à l'adresse URL suivante : www.marches-publics.gouv.fr En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Une aide technique à l'utilisation de PLACE est disponible sur ce site. Les outils mis à disposition sur la plate-forme (guide d'utilisation, films d'autoformation, test de configuration de poste) qui informent des prérequis techniques et décrit l'utilisation de la PLACE, font partie intégrante du règlement de la consultation.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont les suivantes : pour une meilleure lisibilité de la proposition, il est souhaitable que le pli comporte des fichiers distincts dont l'un contienne les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Un dépôt anticipé des plis est fortement recommandé afin de palier à tout problème informatique éventuel (site saturé, document très volumineux, faible débit de réseau...).

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Il appartient au candidat de s'assurer que les pièces transmises soient compatibles avec le système informatique de l'INSA : PC sous Windows 10 Professionnel, avec des fichiers au format XLS, XLSX ou ODF (ODS) pour le BPU

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé au candidat de soumettre ses documents à un anti-virus avant envoi.

6.1.2 - Signature du marché

Il est précisé que la signature du marché n'est pas requise dès le dépôt des offres. En effet, la signature du marché ne sera exigée qu'au terme de la procédure, afin de formaliser le marché.

Les candidats sont informés que la signature électronique du contrat par l'attributaire sera demandée selon les modalités prévues à l'annexe 12 du Code de la commande Publique (Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

L'attributaire devra veiller à ne pas verrouiller le document lors de sa signature, afin de permettre sa signature ultérieure par l'acheteur.

Conformément à l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS de juillet 2014. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

L'attribution du marché peut également donner lieu à la signature manuscrite du contrat sous forme papier. Dans ce cas de figure, l'attributaire sera invité à transmettre à l'administration la version papier originale de l'acte d'engagement signé manuscritement.

6.2 - Transmission sous support papier

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, L.2152-8, R.2152-1 à R.2152-2 du code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

7.1 - Sélection des candidatures

L'examen des candidatures sera effectué dans les conditions à l'article R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique.

Les critères relatifs à la candidature sont : capacités professionnelles, techniques et financières, engagement en faveur d'un développement durable et responsabilité sociétale de l'activité.

7.2 - Attribution

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres.

En application des articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, en cas de dépôt d'offres irrégulières au sens dudit article, l'INSA se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Le cas échéant, le délai de régularisation sera précisé par le pouvoir adjudicateur dans la lettre invitant à la régularisation.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'il s'agit d'une simple faculté que le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de mettre en œuvre.

En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres de l'accord cadre sont pondérés de la manière suivante:

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40 points
2-Valeur technique <ul style="list-style-type: none">- Manipulation (mise en place) et affichage (observations) : praticité, difficulté/temps- Pilotage du MEB (logiciel, mode d'acquisition, réglages)- Type de détecteur (SE, BSE)- Sonde EDX- Source d'électrons (Nature/durée de vie) et résolution- Vide partiel (pression)- Volume et masse admissible pour l'échantillon- PC et logiciel d'exploitation-acquisition des images- Tension accélération 5kV-20kV- Délais de livraison	50 points
4-Service après-vente et maintenance	10 points

Le critère « prix des prestations » sera noté sur la base de l'annexe financière fournie par le candidat, (sans tenir compte des 3 options obligatoires).

Les critères « valeur technique » seront notés sur la base de l'ensemble des éléments techniques fournis par les candidats dans leur offre.

Le critère "Service après-vente et maintenance" évalue la qualité du support technique, la disponibilité des pièces et les conditions de garantie.

7.3 - Suite à donner à la consultation

En application de l'article 2123-1 du code de la commande publique, après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que la production des certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours maximum.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, si un candidat dont l'offre est susceptible d'être retenue ne produit pas les pièces réclamées dans le délai imparti, le marché ne pourra pas lui être attribué. Il est donc fortement conseillé aux candidats de prendre toutes dispositions leur permettant de respecter le délai fixé.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres**, une demande écrite via la plateforme PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée, via la plateforme PLACE et par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 Avenue de la Paix
BP 51038
67070 STRASBOURG CEDEX
Tél : 03 88 21 23 23
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Strasbourg.